



Nations Unies
Madrid

Septième conférence – du 7 au 9 février 2018

Conseil de sécurité historique

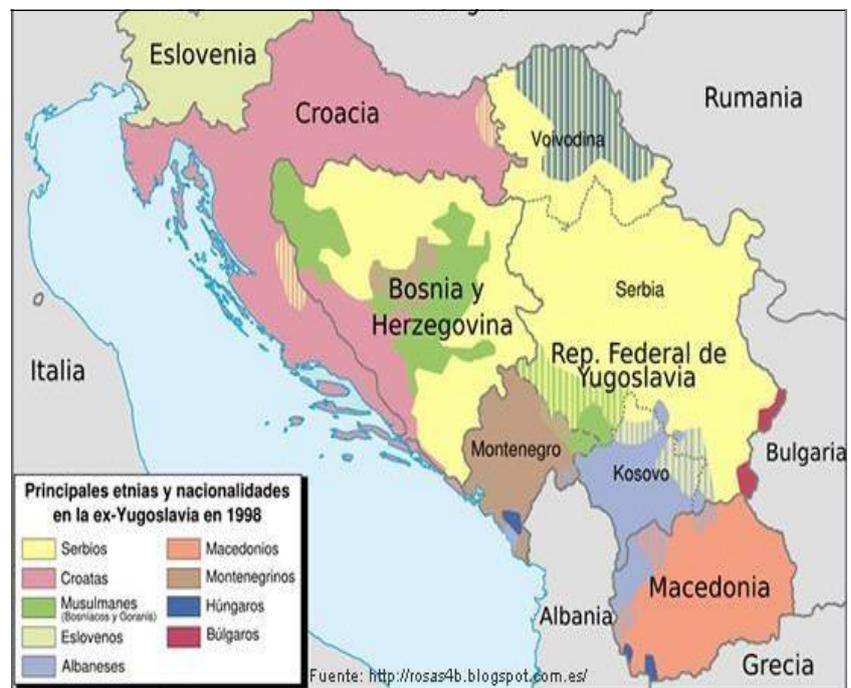
**23 septembre 1998 : le vote de la résolution
1199 sur un cessez-le-feu entre le Kosovo et la
Serbie.**

Présidence :
Alfredo ROQUERO
Rim TYOUSS

*

INTRODUCTION

Nous sommes en septembre 1998. Depuis 1991, les tensions entre les différentes régions et groupes ethniques de l'ex-République Fédérative Socialiste de Yougoslavie (**RFSY**) sont devenus le principal sujet de débat dans les milieux diplomatiques. Au cours de cette décennie de nombreuses guerres d'indépendance éclatent. Elles opposent la Serbie et le Monténégro, régions de la **RFSY** qui défendent l'unité de Yougoslavie, aux régions qui veulent obtenir leur indépendance (Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Croatie). Lors de ces conflits, dans le cadre d'« épurations ethniques » de la part de nationalistes serbes, se produisent de nombreux massacres de population civile notamment en Bosnie (Srebrenica, 1995) frappant l'opinion publique internationale. En 1996, une nouvelle guerre d'indépendance éclate au Kosovo, une région sous domination serbe mais qui depuis longtemps réclame son indépendance. La population Kosovar est alors composée de 26% de Serbes (Orthodoxes) et 69% d'Albanais (musulmans). Ces derniers cherchent à obtenir leur indépendance ou, du moins, récupérer le statut autonome dont le Kosovo jouissait jusqu'à ce que Slobodan Milosevic, président serbe, l'abolisse en 1989. Dès lors, les combats opposèrent l'Armée de Libération du Kosovo (UÇK) aux forces de police et armée serbe. L'UÇK mène alors sa propre « Révolution » en assassinant des dirigeants, des policiers, des gardes-frontières serbes, ainsi que des Albanais collaborant avec le régime Serbe. De l'autre côté, l'armée serbe conduit une forte répression contre l'UÇK mais aussi contre la population civile albanaise. La situation humanitaire dégénère rapidement sous les yeux impuissants de la communauté internationale. Le conflit provoque le déplacement de 500 000 réfugiés vers les pays voisins et la multiplication de rumeurs de massacres envers la population civile albanaise dans la presse...



Ainsi, dans ce contexte inquiétant, un plan d'intervention est proposé par l'ONU : Le 23 septembre 1998, le conseil de sécurité décidera si une intervention de l'OTAN sera nécessaire dans le but de mettre fin à ce conflit et assurer un avenir pacifique à la région des Balkans.

**

Sommaire :

- I) Les origines du conflit
- II) La première guerre mondiale et la création de la Yougoslavie : Le Kosovo, région du royaume serbe
- III) La fin de la deuxième guerre mondiale et la Yougoslavie de Tito
- IV) L'affaiblissement de la Yougoslavie : la montée des nationalistes balkaniques
- V) Le contexte de guerre actuel
- VI) Le droit d'ingérence
- VII) La Serbie et la revendication du Kosovo
- VIII) Le débat et le rôle du délégué
- IX) Bibliographie

**

I) LES ORIGINES DU CONFLIT

Depuis le XI^{ème} siècle, le Kosovo était dominé par les dynasties serbes. Pendant deux siècles le Kosovo connaît une période de prospérité économique et l'Église Orthodoxe serbe y installe même son siège dans le monastère de Pec. La région atteint son apogée avec la création de l'empire serbe en 1346. À ce moment, la population du Kosovo était composée de populations serbes dans sa grande majorité et la religion principale était le christianisme orthodoxe serbe.

Cependant, le Kosovo est conquis par l'Empire ottoman après la défaite serbe de Kosovo Polje en 1389. Cette bataille (considérée épique par les serbes à cause du grand nombre de pertes infligées aux Ottomans malgré le faible nombre de soldats serbes) deviendra référence essentielle pour le patriotisme serbe et prendra un rôle très important à la période dans laquelle on se trouve (1998) car elle est mentionnée dans les discours nationalistes serbes de Slobodan Milosevic comme étant l'exemple de résistance serbe face aux musulmans. Ces discours font aussi appel à la gloire perdue de l'empire serbe de 1346, "La Vieille Serbie", que Milosevic veut redonner à la Serbie.

Avec l'arrivée des Ottomans, l'islam devient la religion dominante. Cependant, l'Empire Ottoman mène une politique de tolérance religieuse envers les Serbes jusqu'à ce qu'en 1689, lors d'une apparente "reconquête" chrétienne du Kosovo de la part des Autrichiens, les serbes jurent fidélité aux Autrichiens et les aident dans les combats. Malgré cela, la reconquête s'avère être un échec et, avec le retour des Ottomans au Kosovo, les Serbes, considérés comme des traîtres, sont chassés du Kosovo et doivent se réfugier plus au Nord.

Dès lors, le Kosovo devient une région à prédominance ethnique albanaise musulmane.

**

II) LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET LA CRÉATION DE LA YUGOSLAVIE : Le Kosovo, région du royaume serbe.

En 1912 commencent les guerres balkaniques. Elles opposent dans un premier temps la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro à l'Empire ottoman. Très vite, la Serbie reprend son territoire des mains de l'ennemi, affaibli et repoussé de partout. Quant aux puissances européennes, elles imposent une solution diplomatique qui aboutit au traité de Londres : signé le 30 mai 1913, il attribue à la Serbie le Kosovo et la Macédoine centrale et prévoit par ailleurs la naissance de l'Albanie.

Finalement, grâce au jeu des alliances lors de la Première Guerre mondiale, Slovènes, Croates et Serbes s'uniront : un comité yougoslave voit alors le jour.

La première Yougoslavie est créée le 1^{er} décembre 1918, connu officiellement sous le nom de "Royaume des Serbes, Croates et Slovènes", rassemblant plusieurs territoires : le Royaume de Serbie, de Monténégro, la Voïvodine, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Slovénie.

Cette diversité ethnique sera la cause de tensions. En effet, En 1919, pour mettre un terme à ces divisions ethniques, le roi Alexandre Ier change le nom de son royaume serbe, croate et slovène pour le baptiser, Yougoslavie et en devient le dictateur.

**

III) LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE ET LA YUGOSLAVIE DE TITO (JUSQU'ÀUX ANNÉES 80)

En 1941, le jeune nouveau Roi, Pierre II, organise un coup d'Etat contre le gouvernement du Conseil Yougoslave, ayant ratifié le pacte tripartite germano-italo-japonais avec Hitler. Le 6 avril 1941, sans aucune déclaration de guerre, la Yougoslavie est attaquée et démantelée par les forces de l'Axe. Elle finira par capituler.

Grâce à la résistance communiste, les Yougoslaves se libèrent sans l'aide des Soviétiques. Le maréchal Josip Broz Tito, secrétaire général du parti communiste yougoslave, en prend la tête et en fait une démocratie populaire indépendante de l'URSS. Il dirige le pays sur la base de l'égalité entre les différentes nationalités.

Plus tard, en 1968, les Albanais du Kosovo manifestent à Pristina dans le but d'être reconnu comme territoire autonome. Tito, craignant le retour du nationalisme serbe, accorde au Kosovo, en 1974, l'autonomie au sein de la République de Serbie.

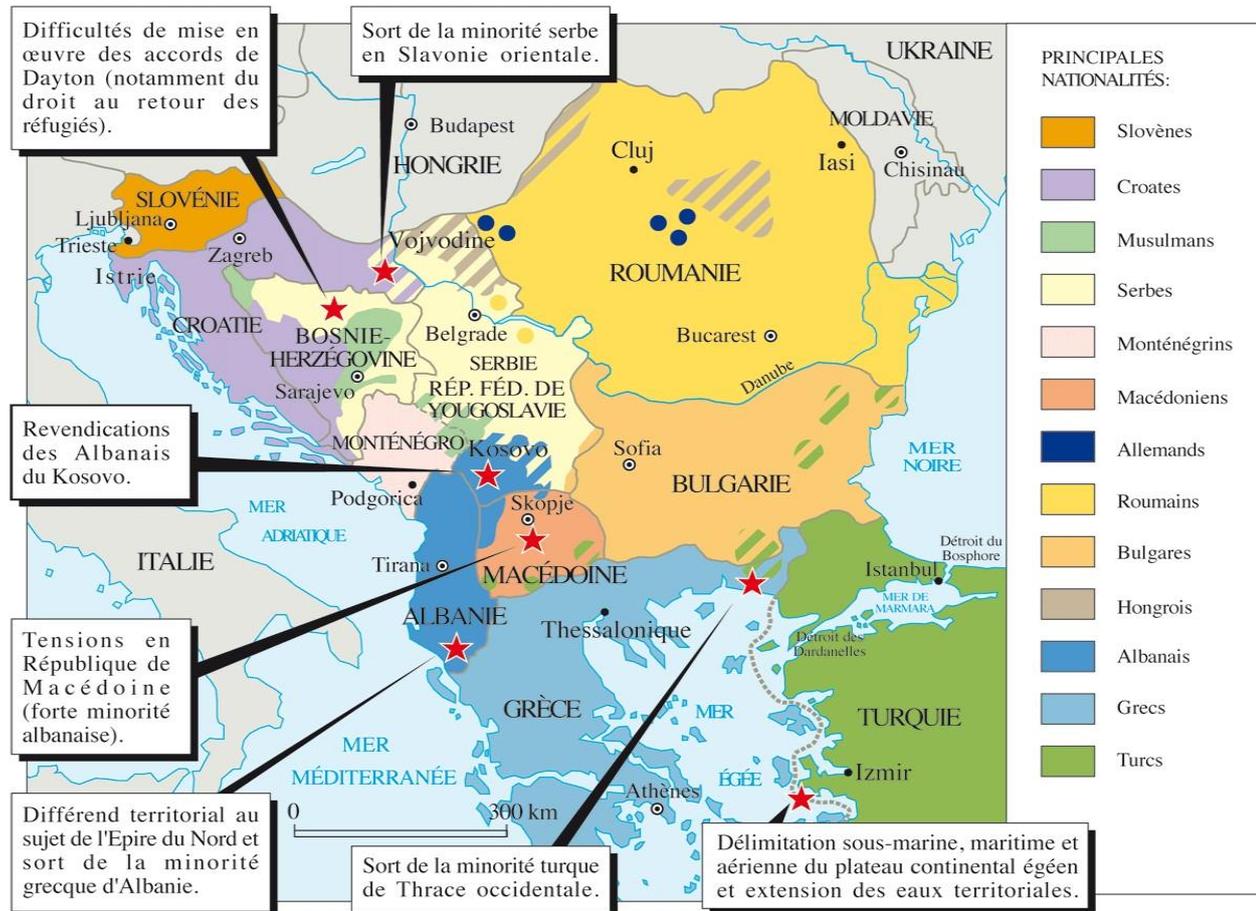
**

IV) L'AFFAIBLISSEMENT DE LA YUGOSLAVIE : LA MONTÉE DES NATIONALISMES BALKANIQUES

Après la mort de Tito en 1980, la Yougoslavie devient vite ingouvernable. Chacune des nations demande plus d'autonomie et, en 1990, la Serbie veut transformer la Yougoslavie en une confédération. En 1991, la Croatie et la Slovénie proclament leur indépendance, inaugurant le processus d'éclatement. Ils sont bientôt suivis de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine. En avril 1992, la guerre commence entre les Croates et les Serbes. Elle est marquée par des massacres de masse de Croates et de Musulmans, perpétrés par les Serbes qui mènent une politique de « purification ethnique ». De violentes

manifestations refont surface, opposant la police yougoslave aux Kosovars qui demandent désormais un statut de République à part entière dans la Fédération.

Cependant, M. Milosevic, arrivé au pouvoir à Belgrade à la tête de la République de Serbie en 1987, abroge l'autonomie du Kosovo et supprime les droits institutionnels, politiques, culturels et sociaux des Albanais. Par la suite, une Ligue démocratique du Kosovo se met en place avec ses propres dirigeants, son gouvernement, son parlement, ses écoles, se proclame République indépendante du Kosovo et envoie des ministres pour la représenter à l'étranger.

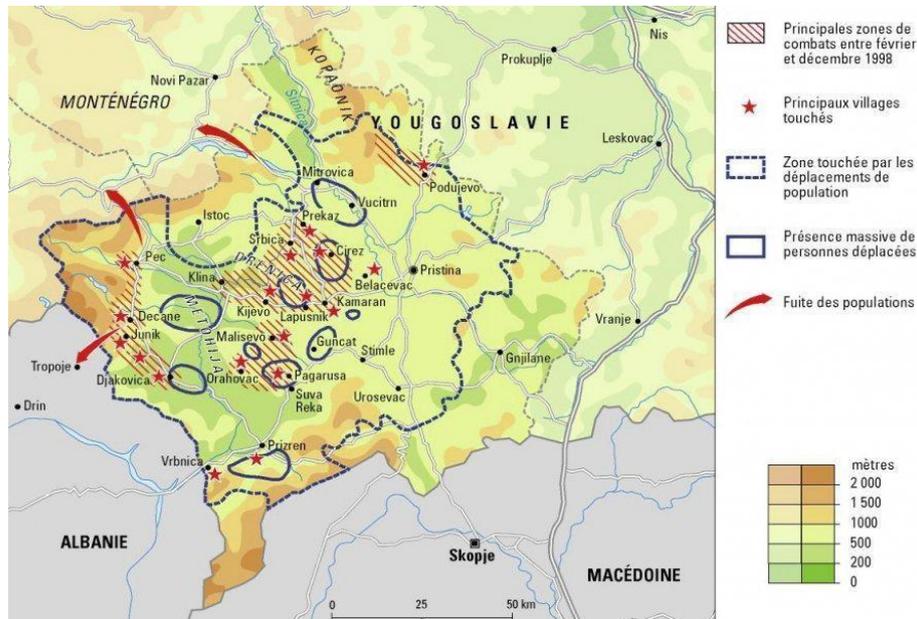


**

V) LE CONTEXTE DE GUERRE ACTUEL

À partir de février 1998, un conflit éclate au sein de la « petite » Yougoslavie (elle a déjà perdu la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine) : la république autonome du Kosovo, peuplée principalement d'Albanais, est la cible des nationalistes et du gouvernement serbes qui souhaitent renforcer leur présence et poursuivre leur politique d'affaiblissement des Albanais, déjà entreprise par Slobodan Milosevic.

La communauté internationale, qui aux Nations Unies a notamment pour mission de protéger les minorités, craint le déclenchement d'un nouveau génocide, ou du moins de massacres de grande ampleur. Cependant, le Kosovo résiste tout de même à l'oppression serbe : des groupes clandestins militaires au sein de l'UCK apparaissent. Les affrontements sont de plus en plus nombreux et continuent de faire des morts : manifestations et répression policière en sont les causes. C'est à la suite d'un attentat de l'UCK en février 1998, que la police serbe rase trois villages de la région et déclenche des opérations de grande envergure.



**

VI) LE DROIT D'INGÉRENCE

Le droit d'ingérence, né dans les années 1990, est la faculté d'intervention sur le territoire d'un État, que le Conseil de sécurité des Nations unies s'autorise lorsque des violations graves du droit humanitaire ou des droits de l'homme s'y commettent. Le droit d'ingérence puise son fondement dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Une ingérence n'est légitime que lorsqu'elle est motivée par une violation massive des droits de l'homme et qu'elle est encadrée par une instance supranationale, typiquement le Conseil de sécurité des Nations unies.

Les événements du Kosovo en sont l'exemple parfait. Ils réactualisent l'ancien débat sur l'existence d'un « droit d'intervention humanitaire ». En effet, suites aux multiples massacres occasionnés au Kosovo, les défenseurs de l'ingérence humanitaire justifient leur position principalement au nom d'une morale de l'urgence : « on ne laisse pas les gens mourir ». L'ONU a donc le devoir de voter des résolutions au nom des ressortissants de l'ex-Yougoslavie menacés par la « purification ethnique » en cour.

Une intervention armée ne serait donc pas à écarter, uniquement si elle est dirigée par les Nations Unies. En effet, le droit d'ingérence possède des limites. Une mission d'ingérence est contraire aux objectifs fondamentaux de l'ONU : le respect de la souveraineté des États et le maintien de la paix.

- **L'article 2.4** empêcherait potentiellement d'autres instances de l'ONU à disposer du droit d'ingérence : « *Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale où l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.* »

Cet article irait donc plutôt à l'encontre du droit d'ingérence en interdisant une intervention extra onusienne, en vertu du principe de souveraineté.

Une autre question se pose alors sur le droit d'intervention de l'ONU : peut-elle intervenir dans la politique interne d'un état ?

- **L'article 2.7 des Charte des Nations unies** dispose : « *Aucune disposition de la présente charte n'autorise les Nations unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un État.* »

Toutefois, le Conseil de Sécurité, dans la résolution du 27 novembre 1991, affirme être préoccupé « *par les combats en Yougoslavie et par les graves violations des accords précédents de cessez-le-feu, qui ont entraîné de lourdes pertes en vies humaines et des destructions matérielles étendues (...)* » et constate que « *la poursuite et l'aggravation de cette situation constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales.* » Les résolutions de 1991 évoquées établissent donc un précédent favorable à une intervention de l'ONU. C'est dans ce contexte là que se rassemble le Conseil le 23 septembre 1998, dans le but d'une mise en place éventuelle d'une opération de maintien de la paix et de protection des populations au Kosovo.

Cependant, le **Chapitre 7** de la Charte des Nations Unies stimule que le Conseil de Sécurité peut prendre des mesures coercitives. Il permet au Conseil de constater « l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression » et de faire des recommandations ou de recourir à des mesures militaires ou non militaires « pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ».

**

VII) LA SERBIE ET LA REVENDICATION DE L'INDÉPENDANCE

La Serbie considère le Kosovo comme le noyau de l'identité nationale et religieuse des serbes. Ils déclarent avoir perdu avec l'indépendance du Kosovo le « berceau de leur nation ». L'Etat serbe s'est constitué à cette occasion sur la défense de l'Europe chrétienne contre l'islam.

Cette idéologie nationaliste serbe a primé dès le début sur les origines du Kosovo. Les serbes affirment que le nom de « Kosovo » est un nom serbe, ainsi que les noms des rivières, des villages, des montagnes qui seraient également d'origine serbe. De plus, le Kosovo représente pour les serbes un territoire qui détient une grande histoire et un patrimoine qui leur appartiendrait : sur cette terre, les rois serbes ont bâti un royaume devenu empire au XIV^{ème} siècle et ont construit des forts, des églises, des monastères et des calvaires à perte de vue sur l'ensemble des terres du royaume, signe visible de leur épanouissement politique et de leur attachement à la chrétienté. Ils ajoutent à cela les grandes différences culturelles entre les peuples et le refus d'être dirigé depuis Belgrade.

A cela s'ajoute une certaine « vengeance » de la part des serbes. En effet, lors de la répression des Ottomans, les Albanais participent à une conversion massive à l'islam au cours du XVII^e siècle. Les Albanais et les Serbes étaient des peuples voisins et proches, ils se sont battus ensemble contre les Ottomans et ont résisté chacun sur leur terre et souvent même ensemble contre les Ottomans. L'abandon d'une majorité d'Albanais a été cruelle pour les Serbes car il n'y a rien de pire dans une guerre que de voir ses alliés rejoindre le camp de l'ennemi. Les Ottomans vont subtilement profiter de cette situation et prendre le dessus sur les serbes en faisant venir massivement les Albanais fraîchement convertis sur les terres fertiles serbes. L'histoire des Serbes du Kosovo sous l'occupation ottomane se résumera ainsi à une succession de soulèvements, de répressions, d'exode et de remplacement par des Albanais fraîchement convertis.

Plus tard, c'est seulement au sein de la Yougoslavie de Tito que les différents peuples des Balkans trouvent une meilleure reconnaissance. Une Yougoslavie, fédérale, qui a relativement bien fonctionné, du fait d'une politique de subventions économiques, et qui a donc pu apaiser les nationalistes. Mais quand Tito meurt et le système communiste avec lui, la force de cohésion disparaît et le nationalisme explose.

Un autre argument qui oppose les serbes à cette indépendance concerne aussi un « mythe » qu'ils ont construit. En effet, ils affirment que la Serbie a subi contre les Ottomans une défaite terrible qui a coûté la vie à toute sa noblesse et son élite. Mais la nation serbe a librement consenti et supporté ce saint

sacrifice. La bataille est racontée dans des poèmes et des chants lyriques à l'époque médiévale, mais le mythe est politiquement forgé au XIX^{ème} siècle quand les Serbes veulent se constituer en État-nation, en cherchant leur indépendance vis-à-vis de l'Empire ottoman. Le mythe du sacrifice, outil politique, apporte une justification morale au peuple serbe. Il permet de diaboliser l'ennemi musulman turc et de rassembler les peuples slaves alentour sous tutelle serbe, et de justifier cette politique d'expansion.

Toutefois, il n'existe aucune preuve concernant les différentes controverses autour de cette histoire.

**

VIII) LE RÔLE ET BUT DU DÉLÉGUÉ

Nous rappelons aux délégués que cette simulation est une reconstitution historique. Les débats au sein du Conseil de sécurité Historique auront donc lieu le 23 septembre 1998 lors du vote de la résolution 1199. Il faudra donc vous placer dans le contexte géopolitique de cette époque et d'être fidèle aux possibilités techniques, au climat moral et politique de l'époque tout en évitant les anachronismes. En tant que représentants de vos pays, vous devez incarner les acteurs de cette crise tout en illustrant les intérêts de ceux-ci en 1998. Le but n'étant pas de reprendre les mêmes décisions que l'ONU a réellement prises, il vous faudra définir une politique étrangère et des résolutions qui aboutiront au consensus et permettront la construction d'un monde meilleur. Nous invitons les délégués à s'ouvrir et débattre sur des sujets d'importance internationale, qui peuvent aboutir à des actions totalement différentes de celles que nous connaissons. Il s'agit donc de revivre l'année 1998, et non de la répéter, sans bien sûr commettre les mêmes erreurs que dans le passé.

N'hésitez pas à nous contacter en cas de questions à travers les courriels suivants : tyouss28082@gmail.com et roqueroadolfo@gmail.com.

Vos présidents, Rim et Alfredo.



**

IX) BIBLIOGRAPHIE

- Le droit d'ingérence au Kosovo :

<https://www.u-picardie.fr/curapp-revues/root/47/16. HISTORICITE DE .pdf 52cfeff0a9122/16. HISTORICITE DE .pdf>

- Les facteurs de la guerre :

<https://www.youtube.com/watch?v=kcbR7T0baU> (journal de France 3)
<https://www.youtube.com/watch?v=Zx-7WmEpadA> (« C'est pas sorcier »)

- Les cartes après l'indépendance du Kosovo en 2008 :

<https://www.youtube.com/watch?v=d8w2a0mZGcw>

- Une chronologie de la guerre au Kosovo :

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/chronologie-de-la-guerre-du-kosovo-19891999_477405.html

- Les crimes de guerre et contre l'humanité au Kosovo :

http://www.liberation.fr/evenement/1999/05/28/guerre-au-kosovo-pour-crimes-de-guerre-et-crimes-control-humanite-milosevic-inculpe-par-la-justice-_274245

- La guerre au Kosovo du point de vue de l'OTAN :

<http://www.nato.int/kosovo/history.htm> (en anglais).

- Des visions critiques de l'intervention de l'OTAN en Serbie et au Kosovo :

<https://www.franceinter.fr/emissions/la-bas-si-j-y-suis/la-bas-si-j-y-suis-30-mai-2013>
<https://www.mondediplomatique.fr/cahier/kosovo/halimi> (Le Monde diplomatique).

<http://www.chomsky.fr/articles/20000314.html> (par Noam Chomsky, grand intellectuel contestataire américain).



Nations Unies
Madrid